

Brochure n° 3062

Convention collective nationale

IDCC : 2332. – **ENTREPRISES D'ARCHITECTURE**

AVENANT N° 3 DU 27 OCTOBRE 2006

À L'ACCORD DU 20 JANVIER 2005

RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : *ASET0651270M*

IDCC : 2332

Entre :

Le syndicat de l'architecture ;
L'UNSFSA,

D'une part, et

La CFE-CGC BTP SPABEIC ;
La FNCB-CFDT SYNATPAU ;
Le syndicat FO-BTP ;
Le syndicat national architecture, urbanisme, métré CGT,

D'autre part,

compte tenu de l'article 3 de l'ordonnance n° 2005-895 du 2 août 2005 et de l'accord du 28 février 2005 étendu signé par l'UNAPL, il a été convenu des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

*Contributions des entreprises d'architecture
à la formation professionnelle*

Les entreprises ayant un effectif inférieur à 10 salariés, dans le respect du taux de contribution global de la formation professionnelle fixé à 0,60 % de la masse salariale brute par l'accord du 20 janvier 2005, versent à l'OPCA-PL :

- au titre du plan de formation, 0,45 % de la masse salariale annuelle ;
- au titre de la professionnalisation et du DIF, 0,15 % de la masse salariale annuelle.

Les entreprises ayant un effectif égal ou supérieur à 10 et inférieur à 20 salariés, en tenant compte de l'exonération de la contribution de 0,20 % CIF prévue par l'ordonnance du 2 août 2005, ont un taux de contribution global fixé à 1,60 % et versent à l'OPCA-PL :

- une contribution de 0,45 % au titre du plan de formation ;
- une contribution de 1,10 % au titre de la professionnalisation et du DIF.

Si le solde de 0,05 % ne fait pas l'objet d'une utilisation directe par l'entreprise pour une action de formation, il sera reversé à un organisme collecteur habilité.

Les entreprises ayant un effectif égal ou supérieur à 20 salariés, dans le respect du taux de contribution global à la formation professionnelle fixé à 1,60 % de la masse salariale brute par l'accord du 20 janvier 2005, versent à l'OPCA-CL :

- une contribution de 0,45 % au titre du plan de formation ;
- une contribution de 0,90 % au titre de la professionnalisation et du DIF ;
- une contribution de 0,20 % au titre du CIF.

Si le solde de 0,05 % ne fait pas l'objet d'une utilisation directe par l'entreprise pour une action de formation, il sera reversé à un organisme collecteur habilité.

Article 2

Clause visant la neutralisation des «franchissements de seuils de 10 et de 20 salariés »

Les taux de contributions fixés par le présent avenant sont applicables dès la première année de franchissement des seuils de 10 et 20 salariés.

Fait à Paris, le 27 octobre 2006.

(Suivent les signatures.)